

L'élément le plus frappant de ces comparaisons des économies régionales, depuis le début de l'histoire canadienne, est la différence considérable dans le revenu par habitant entre les provinces riches et les provinces pauvres. En 1962-1964, période la plus récente pour laquelle nous ayons des données statistiques significatives, le revenu par habitant était de \$2,025 en Ontario, \$1,521 au Québec, \$1,302 en Nouvelle-Écosse, \$1,167 au Nouveau-Brunswick, \$1,115 dans l'Île du Prince-Édouard et \$1,007 à Terre-Neuve.

Comme on pourrait s'y attendre—sans que cela s'ensuive nécessairement, mais on a coutume d'établir ce genre de corrélation—il existe aussi des différences appréciables dans le niveau de l'emploi d'un bout à l'autre du pays. Les provinces atlantiques, en particulier, le chef de l'opposition l'a souligné aujourd'hui et les députés l'ont souvent répété dans d'autres débats durant cette session, ont beaucoup plus souffert du chômage que l'ensemble du pays. Il y a 20 ans que cela dure. Par exemple, au cours de la période 1956-1960, le pourcentage de chômeurs dans les provinces atlantiques représentait près de 10 p. 100 de la population active, contre une moyenne de 4 p. 100 dans ma propre province, l'Ontario. Aujourd'hui encore, alors que le chômage redevient un problème sérieux dans tout le pays, le taux de chômage est de 10.1 p. 100 dans les provinces atlantiques, de 8.4 p. 100 dans le Québec et—taux «relativement» bas—«relativement» seulement—3.8 p. 100 en Ontario et 4 p. 100 dans les provinces des Prairies.

Évidemment, compte tenu de ces inégalités persistantes, le lieu de naissance de l'enfant canadien prend beaucoup d'importance. Passer son enfance dans une région riche équivaut à fréquenter de meilleures écoles, avoir des parents qui travaillent et qui se respectent, habiter une maison convenable et pouvoir se livrer à différentes occupations. Grandir dans une région pauvre, par contre, signifie manquer complètement ou partiellement des avantages dont jouissent d'autres Canadiens. Dans bien des cas, autant grandir dans un pays sous-développé. Bref, les possibilités de s'épanouir au Canada dépendent beaucoup non seulement de la valeur de ses parents, mais aussi de la région du pays où l'on naît.

Sans compter l'injustice dont sont victimes les particuliers, toute la collectivité subit forcément des répercussions économiques. Les gens sans instruction ou très peu instruits ne peuvent apporter à leur région la participation d'un homme éduqué. Il s'ensuit que cette région déjà relativement pauvre ne peut mettre en valeur ses ressources matérielles. L'économie canadienne fonctionne alors bien en deçà de sa capacité maximum et des centaines de millions de dollars en productivité sont

perdus chaque année. Les régions sous-développées sont prises dans un cercle vicieux, car les revenus modestes, le chômage, le peu de capitaux et de productivité mènent à moins d'instruction, à des services insuffisants de santé et de bien-être et à l'émigration des experts et des jeunes vers les centres où existent de meilleures possibilités d'emploi. Bref, la pauvreté régionale se perpétue à l'infini.

Les Canadiens croient, depuis la Confédération, que le seul moyen de donner à chaque citoyen des chances égales de s'épanouir, c'est de travailler à l'unisson dans un pays uni. Mais comme les disparités économiques persistent, et que chaque année nouvelle nous les fait mieux connaître et, évidemment, chaque exposé du Conseil économique du Canada, un nombre grandissant de Canadiens s'interrogent sur la nécessité de l'union canadienne. A moins de changements radicaux dans les prochaines années, nous verrons surgir de nouvelles menaces, graves et justifiées, à la Confédération.

Je voudrais traiter brièvement des anciens programmes du gouvernement. L'une des principales raisons de la persistance des disparités économiques, c'est que, dans le passé, ni les libéraux ni les conservateurs n'ont pu élaborer de politiques propres à stimuler la croissance économique des régions arriérées. Le ministre des Forêts et du Développement rural a avoué récemment que même si les affectations des dernières années au titre des programmes visant à pallier les disparités régionales ont dépassé un milliard de dollars, plus de la moitié de cet argent a été dépensé en pure perte. On a vu les programmes se multiplier à qui mieux mieux, tous bien intentionnés mais quand même inefficaces, au dire du ministre lui-même.

• (3.40 p.m.)

Nous avons établi des programmes pour la construction de routes d'accès aux ressources, l'aménagement de nos installations de transport, le recyclage de la main-d'œuvre, l'octroi de subventions et d'encouragements aux industries dans certaines régions, l'adaptation de la population rurale ainsi que le rétablissement des victimes de l'évolution technologiques. Mais les mêmes disparités régionales persistent. Ces politiques des anciens gouvernements conservateurs et libéraux manquaient de direction et de cohésion générales qui seules auraient pu les rendre efficaces, notamment l'allocation de fonds considérables.

Nous avons eu les programmes de l'ARDA et du FODER. Nous avons eu aussi l'ADA, l'ADB et la DEVCO. Certains de ces projets comportent la collaboration des provinces et d'autres pas. Certains s'adressent aux régions